

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

AU 31 MARS 2020



VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

AU 31 MARS 2020

Sommaire

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	3
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	6
Évolution de l'actif net	7
Résultats	8
Flux de trésorerie	9
Notes complémentaires	10
Résultats par projet	15



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de
VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'organisme VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ, qui comprennent le bilan au 31 mars 2020, et les états des résultats, l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;

Roland Naccache et Associés S.E.N.C.R.L.
8200 Boul. Décarie, Bureau 190
Montréal (Québec) H4P 2P5

Téléphone : 514.933.9982
Sans-frais : 866.933.8611
Télécopieur : 514.933.1142
www.rolandnaccache.ca



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Roland Naccache et Associés
Par Roland Naccache, CPA auditeur, CA

Roland Naccache, CPA auditeur, CA
Montréal (Québec)
Le 17 septembre 2020

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

BILAN
AU 31 MARS 2020

	2020	2019
	\$	\$
ACTIF		
COURT TERME		
Encaisse	121,880	221,811
Compte Avantage entreprise	274,586	271,335
Comptes à recevoir	-	790
Sommes à recevoir de l'État	12,502	24,155
Subventions à recevoir	425,298	296,394
Frais payés d'avance	513	1,092
	834,779	815,577
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - note 3	4,591	7,508
	839,370	823,085
PASSIF		
COURT TERME		
Créditeurs - note 4	57,665	59,997
Apports reportés - note 5	670,389	654,680
	728,054	714,677
ACTIF NET		
INVESTI EN IMMOBILISATIONS	4,591	7,508
AFFECTATION INTERNE- note 7	63,888	65,527
NON AFFECTÉ	42,837	35,373
	111,316	108,408
	839,370	823,085

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

_____ Administrateur

_____ Administrateur

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

	Investi en Immobili- sations	Affecté projet infra- structures (note 7)	Non affecté	2020	2019
	\$	\$	\$	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT	7,508	65,527	35,373	108,408	110,047
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(2,917)	(1,639)	7,464	2,908	(1,639)
SOLDE À LA FIN	4,591	63,888	42,837	111,316	108,408

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ
RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

	2020	2019
	\$	\$
PRODUITS		
Subventions		
Québec en forme	-	19,532
Ville de Montréal - note 6	158,783	288,308
Ministère de l'immigration, de la francisation et de l'intégration	4,500	36,400
CIUSSS Est de l'île de Montréal	416,472	302,724
Avenir d'enfants	118,336	249,369
	<hr/>	<hr/>
	698,091	896,333
Dons		
Centraide	972,906	707,838
Commandites	7,550	13,918
Autres		
Revenus d'intérêts	3,394	2,939
Contributions des projets	30,212	47,112
Cotisations des membres	1,143	1,438
	<hr/>	<hr/>
Total des produits	1,713,296	1,669,578
CHARGES		
Salaires et charges sociales	600,597	555,564
Ententes administratives	963,887	934,086
Activités	27,300	19,927
Frais de fonctionnement et administration	44,186	58,560
Frais de gestion de projets	30,212	46,600
Honoraires professionnels	35,987	46,279
Colloques et formations	1,765	4,612
Intérêts et frais de banque	1,537	1,257
Soutien aux événements du quartier	2,000	1,500
Amortissement des immobilisations	2,917	2,832
	<hr/>	<hr/>
Total des charges	1,710,388	1,671,217
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	2,908	(1,639)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ
FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

	2020	2019
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	2,908	(1,639)
Éléments sans incidence sur les liquidités :		
Amortissement des immobilisations corporelles	2,917	2,832
	<u>5,825</u>	<u>1,193</u>
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Sommes à recevoir de l'État	11,653	(8,106)
Subventions à recevoir	(128,904)	(49,340)
Comptes à recevoir	790	(790)
Frais payés d'avance	580	5,226
Créditeurs	(2,332)	2,722
Apports reportés	15,709	78,707
	<u>(102,505)</u>	<u>28,420</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>(96,680)</u>	<u>29,613</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	-	(1,681)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>-</u>	<u>(1,681)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	<u>(96,680)</u>	<u>27,932</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	<u>493,146</u>	<u>465,214</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	<u>396,466</u>	<u>493,146</u>
Représentée par:		
Encaisse et Compte Avantage entreprise	<u>396,466</u>	<u>493,146</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2020

1 STATUT ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ est constitué comme un organisme sans but lucratif en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (Québec) le 28 février 1992. Il est exempté d'impôts sur le revenu.

Ses objets sont les suivants:

Améliorer la santé et la qualité de vie des résidents du quartier Saint-Michel à Montréal:
En misant sur la concertation de la population et des organismes;
En menant des actions concrètes dans divers domaines tels l'environnement, l'emploi, la sécurité, les ressources communautaires;

Mettre sur pied des groupes de travail, composés de citoyens-citoyennes et d'intervenant(e)s, et réaliser des activités en fonction des priorités retenues en assemblée générale;

Organiser des réunions, assemblées publiques et autres événements permettant d'atteindre les objectifs du mouvement;

Développer, éditer et diffuser des outils de communication (dépliants, affiches et autres) dans le but d'informer le public sur les activités de l'organisme;

Effectuer toute(s) activité(s) connexe(s) dans le but d'atteindre les objectifs de l'organisme;

Se procurer et administrer aux fins susmentionnées des fonds ou d'autres biens par voie de souscription publique, de dons, de legs ou de subventions ou par tout autre moyen, et exercer les pouvoirs et droits accordés par la loi.

2 MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes:

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui touchent les montants des actifs et des passifs déclarés, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et le montant des produits et des charges pour la période visée.

Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent la durée de vie des immobilisations aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation de leur valeur recouvrable nette. Le recouvrement des subventions à recevoir est également sujet à certaines estimations et hypothèses.

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2020

2 MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les commandites et les contributions des projets sont constatées à titre de produits au fur et à mesure de l'avancement des événements et des projets.

Les revenus de placements sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative.

	Méthode	Taux
Mobilier de bureau	Amortissement linéaire	5 ans
Matériel informatique	Amortissement linéaire	5 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque les circonstances indiquent qu'ils ne contribuent plus à la capacité de l'organisme de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs ou du potentiel de service qui sont associés aux actifs à long terme est inférieure à leur valeur comptable nette. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur ou sur son coût de remplacement. Une réduction de valeur ne doit pas faire l'objet de reprises.

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués subséquentement au coût après amortissement se composent de l'encaisse, du Compte Avantage entreprise, des comptes à recevoir et des subventions à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des crédettes.

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2020

2 MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

Ventilation des charges

L'organisme impute certaines charges administratives aux activités selon une clé de répartition qu'il a jugée adaptée à chaque type de charges et qu'il utilise avec constance année après année. Les charges liées aux salaires sont basées sur les heures spécifiques et les charges liés aux autres dépenses sont basées sur le coût réel des programmes.

3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2020		2019	
	Coût	Amortisse- ment cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Mobilier de bureau	5,946	4,595	1,351	2,162
Matériel informatique	17,508	14,268	3,240	5,346
	23,454	18,863	4,591	7,508

4 CRÉDITEURS

	2020	2019
	\$	\$
Fournisseurs et frais courus	8,067	6,689
Salaires et vacances à payer	48,306	46,780
Sommes à remettre à l'État	1,292	6,528
	57,665	59,997

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2020

5 APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice, considérées et destinées à couvrir les charges de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes:

	Solde 31 mars 2019 \$	Octroi \$	Constaté à titre de produits \$	Solde 31 mars 2020 \$
Ville de Montréal - IMSDSL*	-	34,514	17,257	17,257
Ville de Montréal - RUI*	27,589	-	27,589	-
Ville de Montréal - MTESS ville*	-	16,667	14,014	2,653
Ville de Montréal - FIRM*	1,322	40,000	14,737	26,585
Avenir d'enfants	150,266	-	118,336	31,930
Centraide -IMSDSL*	15,333	46,620	58,123	3,830
Centraide -PIC*	64,301	513,936	578,237	-
Centraide	157,187	189,360	336,546	10,001
CIUSSS Est de l'Île de Montréal	87,086	760,399	416,472	431,013
MIFI*	113,600	-	4,500	109,100
Autres subventions	37,996	7,574	7,550	38,020
	654,680	1,609,070	1,593,361	670,389

6 SUBVENTIONS - VILLE DE MONTRÉAL

	2020 \$	2019 \$
Ville de Montréal - Politique de l'enfant	83,187	64,000
Ville de Montréal - Autres	2,000	-
Ville de Montréal - IMSDSL*	17,257	34,513
Ville de Montréal - RUI*	27,589	79,450
Ville de Montréal - MTESS Ville*	14,014	31,667
Ville de Montréal - FIRM*	14,736	78,678
	158,783	288,308

- * FIRM Fonds d'initiative et de rayonnement pour la métropole
 IMSDSL Initiative montréalaise de soutien au développement social local
 MIFI Ministère de l'immigration, de la Francisation et de l'Intégration
 PIC Projet d'Impact Collectif
 RUI Revitalisation Urbaine Intégrée
 MTESS Ville Entente entre la Ville de Montréal et le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2020

7 AFFECTATION INTERNE

Le Conseil d'administration a résolu de créer des affectations internes dont les objets sont d'accumuler des sommes permettant d'effectuer les dépenses futures prévues par l'organisme.

	Solde 31 mars 2019	Affectation durant l'exercice	Utilisation annulation durant l'exercice	Solde 31 mars 2020
	\$	\$	\$	\$
Projet Infrastructures	<u>65,527</u>	-	(1,639)	<u>63,888</u>

L'organisme ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations internes à d'autres fins sans le consentement préalable du Conseil d'administration.

8 POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Risques et concentrations

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. L'analyse suivante indique l'exposition de l'organisme aux risques à la date du bilan.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque en regard à ses créiteurs. Les créiteurs sont généralement remboursés dans un délai court.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux subventions à recevoir. Les subventions proviennent d'organismes reconnus et font l'objet d'ententes.

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ
RÉSULTATS PAR PROJET
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

	Développement culturel	Fonctionnement	Impact Collectif (PIC)	PIQ	Plan Enfance Famille	Politique de l'enfant	Projet FIRM	Hors circuit	Infrastructure	Projet SIPPE	Réseau femmes immigrantes et racisées	Suivi Plan d'action	Système alimentaire local et durable	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS														
Ministère Immigration diversité et inclusion														
Ville de Montréal - IMSDSL		17,257									4,500			4,500
Ville de Montréal - RUI												27,589		27,589
Ville de Montréal - Autres		2,000			83,187									85,187
Ville de Montréal - MESS Ville	14,014													14,014
Ville de Montréal - FIRM							14,737							14,737
Avenir d'enfants		58,123		33,127	85,209									118,336
Centraide - IMSDSL														58,123
Centraide - PIC			578,237											578,237
Centraide		336,546												336,546
Coalition des Membres		1,143												1,143
Revenus d'intérêts		3,394												3,394
Revenus Gestion de Projets		30,212												30,212
Autres Revenus		7,550												7,550
CIUSS Est de l'île de Montréal		17,352					117,499			250,301			31,320	416,472
	14,014	473,576	578,237	33,127	85,209	83,187	14,737	117,499	-	250,301	4,500	27,589	31,320	1,713,296

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ
RÉSULTATS PAR PROJET
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

	Développement culturel	Fonctionnement	Impact Collectif (PIC)	PIQ	Plan Enfance		Projet FIRM	Hors circuit	Infrastructure	Projet SIPPE	Réseau femmes immigrantes et racisées	Suivi Plan d'action	Système alimentaire local et durable	Total
					Famille	Politique de l'enfant								
CHARGES	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Frais de Salaires	13,086	395,557	109,104	17,915	30,242		10,950					23,744		600,597
Frais d'honoraires														-
Frais de formation		1,687	28											1,715
Frais de déplacement		6,490	1,734											8,224
Recherche Évaluation				14,950	5,450									20,400
Frais de bureau														-
Frais de postes		66												66
Frais de téléphone et internet		3,529												3,529
Site Internet														132
Matériel bureau et papeterie		5,542												5,542
Frais de photocopies		707												707
Frais entretien et réparation		3,165												3,165
Frais de vérification		4,625												4,625
Frais d'assurance		491												491
Frais Visa		78												78
Frais financiers		1,452												1,452
Honoraires de gestion		26,471	4,891											31,362
Taxes et permis		251												251
Frais d'assemblées		11,792	4,667											16,459
Participation à des colloques		50												50
Frais de promotion - publicité		6,071	404											6,475
Frais de représentation		19												19
Transport		49												49
Activités														-
Matériel activité		500	89		3,709									4,298
Entente Administrative			453,036		45,696		1,800	112,370		239,228		2,700	29,070	967,087
Soutien aux événements de quartier		2,000												2,000
Frais d'abonnement - renouvel.		1,678												1,678
Frais bancaires et intérêts		7												7
Frais de gestion de projets	928	-			112		1,987	5,129		11,073	4,500	1,145	2,250	27,012
Amortissement de l'exercice		1,166						1,639						2,917
	14,014	473,576	573,952	32,865	85,209	83,187	14,737	117,499	1,639	250,301	4,500	27,589	31,320	1,710,388
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	-	4,285	261	-	-	-	-	(1,639)	-	-	-	-	2,908